

Gaz de France : reniements à l'UMP et hypocrisie au PS

«Je l'affirme parce que c'est un engagement du gouvernement : EDF et Gaz de France ne seront pas privatisées», avait promis Nicolas Sarkozy devant les députés, le 15 juin 2004, lors de l'examen parlementaire du projet de loi transformant EDF et GDF en sociétés de droit privé. Insistant : « Le président de la République l'a rappelé solennellement lors du conseil des ministres au cours duquel fut adopté le projet. Mieux, le gouvernement acceptera l'amendement du rapporteur prévoyant de porter de 50% à 70% le taux minimum de détention du capital d'EDF et de Gaz de France».

Deux ans après cet engagement de ne pas dénationaliser GDF, la même majorité est en train d'adopter une loi mettant en place un nouveau seuil minimal de détention : l'État devra désormais détenir au moins un tiers du capital de Gaz de France. Objectif de cette privatisation : permettre une fusion avec Suez. Le 3 octobre dernier, en première lecture, sur 362 députés UMP, il ne s'en est trouvé que quarante (dont seulement dix votes contre) pour refuser d'entériner un tel manquement à la parole donnée.

Pour l'essentiel, peu importe pourtant aujourd'hui pour les usagers que les capitaux de Gaz de France soient publics ou privés. Déjà transformé en entreprise de droit privé, le gazier de moins en moins national doit en effet en toute hypothèse se soumettre aux lois d'un marché de l'énergie libéralisé au sein dans l'Union européenne. Or c'est bien là que réside la remise en cause originelle du service public, et non ensuite dans la nature du capital.

Sur cette question, le clivage - mis en lumière à l'occasion des débats sur le projet de Constitution européenne - passe à l'intérieur du PS. Même si, dans les faits, les directives européennes relatives à la libéralisation du secteur énergétique ont été acceptées par tous les gouvernements successifs, à majorité PS (Lionel Jospin en 1998 et au sommet de Barcelone en 2002) ou UMP (Jean-Pierre Raffarin en 2003). Dès lors, les sociaux-libéraux du PS (François Hollande, Ségolène Royal, Dominique Strauss-Kahn) ont beau jeu de se poser à Paris en défenseur d'un service public dont ils ont programmé à Bruxelles le démantèlement.